

Document n° 24

| **Débat général**

Intervention

de

**Mme Henriette Martinez
Députée (France)
Vice-présidente de l'APF
(France)**

**KINSHASA (RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO)
5-8 JUILLET 2011**

Intervention de Mme Henriette Martinez, présidente déléguée de la section française de l'APF, sur le thème des élections, dans le débat général de la XXXVIIème session de l'APF le 7 juillet 2011.

Monsieur le Président, mes chers collègues,

Les élections constituent les moments forts de la vie démocratique car pour nos régimes représentatifs, elles permettent tout à la fois de proposer des orientations pour le pays et donner la parole au peuple pour en décider.

Organiser une élection dans un pays est une tâche énorme qui présente de nombreux défis logistiques, de l'établissement des fichiers électoraux à la fiabilité du dépouillement en passant par le maintien de la sécurité ou la promotion pluraliste de l'information. Doivent être également résolues les questions majeures de la parité ou du financement des campagnes électorales. Les acteurs à sensibiliser sont nombreux : gouvernements, organes de gestion électorale, partis politiques, société civile, médias.... Il serait utopique de croire que le niveau d'organisation puisse être le même dans les vieilles et les jeunes démocraties. Nous avons certes notre rôle à y jouer, nous, Assemblée parlementaire de la Francophonie en contribuant, par le partage des expériences et des connaissances, à la mise en place de dispositifs adaptés afin de conforter la crédibilité des processus électoraux et accroître la confiance des populations. Mais cela ne suffit pas, aucun soutien extérieur ne peut à lui seul porter à bout de bras un processus démocratique.

Aujourd'hui, si l'Afrique politique offre encore un paysage contrasté, une tendance lourde se dessine ces dernières années, celle de l'enracinement progressif de la démocratie électorale dans les systèmes politiques africains. La vague de transition démocratique qui a suivi en Afrique l'effondrement du mur de Berlin a favorisé dans de nombreux pays l'émergence du multipartisme et du principe d'élections libres et compétitives ; le vote est désormais au centre de la politique africaine. Certes, nous le savons, et l'histoire l'a illustré sur tous les continents, les élections ne sont pas à elles seules une garantie de bonne gouvernance ou un brevet de démocratie ; elles n'en constituent pas moins un préalable indispensable pour établir la légitimité des dirigeants.

Je me réjouis de cette évolution que les mois venant de s'écouler ont encore illustrée, deux pays notamment, la Guinée et le Niger, ayant achevé leurs phases de transition en organisant une élection présidentielle réussie.

La spirale de violence qui a succédé aux élections présidentielles de Côte d'Ivoire en novembre 2010 a laissé *a contrario* entrevoir le scénario du pire : des

élections organisées, acceptées mais pensées comme un rituel de légitimation dont les résultats, s'ils sont défavorables, sont aussitôt corrigés.

Ces élections nous ont rappelé que ce qui est à craindre, ce n'est pas l'organisation d'élections crédibles et respectées mais d'élections douteuses soit parce qu'entachées d'irrégularités et de fraudes, soit parce que le résultat est détourné. Mais la bonne nouvelle, c'est que l'on ne bafoue plus en vain la souveraineté des peuples. Et la montée en puissance des sociétés civiles, la vitalité des contre-pouvoirs, l'influence des contraintes internationales montrent désormais leur capacité à sanctionner les manquements à la démocratie.

Il existe bien sûr des particularités des élections en Afrique liées aux systèmes partisans, aux comportements politiques, aux préférences communautaires, à la circulation de l'information. Mais aucun système électoral, y compris dans nos démocraties occidentales, ne fonctionne sans équivoque. En France, de nombreuses lois sur le financement et la transparence de la vie politique sont venues au fil des ans crédibiliser et affermir le processus électoral et permettre une meilleure expression de la volonté nationale. Je suis consciente que beaucoup reste à faire en Afrique mais je reste confiante dans le processus de maturité politique et sociale des pays africains.

Je suis souvent frappée par la passion de la politique chez les Africains, et tout particulièrement par leur connaissance des subtilités de la vie politique française. Cette culture que je perçois me rend optimiste car elle démontre l'existence d'un processus endogène qui ne limite plus le champ politique à l'élite mais renoue avec une mobilisation de tous, une société de démocrates désireux d'assumer leur part dans la gouvernance de la société. Ce qu'on a appelé le « printemps arabe » en fournit une illustration.

C'est l'objet de notre réunion de réaffirmer notre engagement indéfectible en faveur de la démocratie, de l'état de droit et de la défense des droits de l'Homme et de rappeler, comme le disait le Président Senghor, que « la francophonie est cet humanisme intégral qui se tisse autour de la Terre ».

Je vous remercie.